

4 | INTERNATIONAL

Une délégation iranienne négocie à Paris

Face à Donald Trump, Français et Iraniens essaient de trouver un terrain d'entente, dans la foulée du G7.

GEORGES MALBRUNOT @Malbrunot

MOYEN-ORIENT Dix jours après le G7 de Biarritz, Français et Iraniens se retrouvent à Paris pour tenter de rapprocher leurs positions sur la proposition française visant à apaiser les tensions entre Téhéran et Washington. La délégation iranienne est conduite par le vice-ministre des Affaires étrangères, Abbas Araghchi, mais elle est à forte coloration économique. Alors que Donald Trump a interdit à la République islamique d'exporter son pétrole, Téhéran tient à vendre son or noir. Mais en face, Paris réclame des gestes iraniens susceptibles d'être acceptés par Washington.

Lors de son déjeuner en tête-à-tête avec Donald Trump à Biarritz, Emmanuel Macron lui a soumis certaines idées. La venue inopinée sur la côte basque du chef de la diplomatie iranienne, Javad Zarif, était le résultat de « certains accords » donnés par Trump à Macron, avait alors rapporté la presse à Téhéran. Depuis, à Paris, on reste très discret sur le contenu de ce « package » en discussion avec Téhéran, tandis qu'en Iran certaines fuites en ont dessiné les contours, tout en se félicitant de « rapprochements » avec la France.

Selon plusieurs sources iraniennes, Macron a proposé l'ouverture d'une ligne de crédit de 15 milliards de dollars pour acheter du pétrole iranien. En retour, le chef de l'État a demandé à Téhéran de ne pas davantage se désen-



Le vice-ministre iranien des Affaires étrangères, Abbas Araghchi (à gauche), reçoit la visite, le 10 juillet à Téhéran, du conseiller diplomatique d'Emmanuel Macron, Emmanuel Bonne. WANA NEWS AGENCY/REUTERS

gager de l'accord nucléaire, comme l'Iran menace de le faire vendre.

En riposte à Donald Trump, qui s'en est retiré en mai 2018 et a adopté depuis une série de sanctions extrêmement contraignantes sur l'économie iranienne, Téhéran a commencé, le 6 mai puis une deuxième fois le 6 juillet, de relancer l'enrichissement d'uranium, étape nécessaire sur le chemin de la bombe. Le 6 septembre, « si l'Europe ne peut

mettre en œuvre ses engagements, l'Iran franchira une troisième étape pour réduire ses engagements », a déclaré samedi le président Hassan Rohani lors de son dernier entretien téléphonique avec Emmanuel Macron. Celui-ci veut que l'Iran puisse exporter 700 000 barils de pétrole chaque jour, afin de faire tourner à minima une économie asphyxiée par les sanctions américaines. Pour cela, Macron a proposé à Donald Trump de

rétablir certaines autorisations données à Téhéran d'exporter son pétrole à plusieurs pays. Washington est-il prêt à une telle concession ? « Cela dépend à quels responsables américains vous parlez ? », confie au Figaro un proche conseiller d'Emmanuel Macron. Pour Abbas Araghchi, Donald Trump aurait montré « un peu de flexibilité » face à la proposition française d'ouverture d'une ligne de crédit. « Pas question », a ré-

pondu, de son côté, son conseiller à la sécurité nationale, John Bolton. Mais encore faut-il que l'Iran, à son tour, consente des gestes.

Faire monter la pression sur le nucléaire

« La balle est dans le camp iranien », confirme le conseiller d'Emmanuel Macron. Ne pas sortir davantage de l'accord nucléaire le 6 septembre en est un. Face au tandem Rohani-Zarif, les durs autour du guide suprême, Ali Khamenei, détenteur du vrai pouvoir, entendent au contraire faire monter la pression sur le nucléaire. Faire en sorte que la tension retombe entre le Hezbollah et Israël est un autre de ces gestes réclamés à l'Iran, de même que la cessation de son appui aux milices en Irak et au Yémen.

Mais Téhéran reproche également aux Européens de ne pas avoir tenu leur promesse en se montrant incapable de mettre en place Instex, ce mécanisme de troc qui devait permettre à l'Iran d'exporter son pétrole. « On ne parle plus d'Instex, confesse un Franco-iranien au fait des négociations, mais plutôt d'un crédit d'État à l'État que la France consentirait à l'Iran. L'Allemagne est déjà sur cette piste. Le problème, c'est qu'à Paris, la Banque de France refuse de garantir ce crédit, car elle a peur d'être sanctionnée par les États-Unis. » Bref, Emmanuel Macron a encore du pain sur la planche pour arriver à une rencontre Trump-Rohani, dans trois semaines lors de l'assemblée générale de l'ONU à New York. ■

La montée de l'AfD en ex-RDA rebat le jeu des alliances

Les partis traditionnels allemands maintiennent un « cordon sanitaire » avec le parti populiste mais doivent élargir leurs coalitions.

PIERRE AVRIL pavril@lefigaro.fr
CORRESPONDANT À BERLIN

ALLEMAGNE Comment absorber l'extrême droite et ses électeurs dans le paysage politique ? La question se pose depuis vingt ans en France avec le Front national. Elle devient incontournable en Allemagne, après le bond de dix à dix-sept points enregistré par le parti anti-immigrés lors des élections de Saxe et du Brandebourg. Ce dernier s'y enracine à la seconde place, en recueillant respectivement 27 et 23 % des suffrages.

Même s'il s'agit de deux territoires de l'ex-RDA, plus perméables que l'Ouest aux messages de cette formation, « la rupture est là », comme le constate l'hebdomadaire Spiegel, et « les vieilles

certitudes ne s'appliquent plus à l'Est ». Les partis traditionnels, et d'abord les conservateurs de la CDU et les sociaux-démocrates du SPD, alliés dans la grande coalition, sont bien en peine de gérer le phénomène. La performance électorale de l'AfD, fait écho à celle du FN en France, en 1998, à l'occasion de laquelle quatre élus de la droite classique s'étaient alliés au parti de Jean-Marie Le Pen afin de continuer à gouverner leurs collectivités. À l'époque, le rapprochement créa un scandale dans l'hexagone. Outre-Rhin, où la mémoire de la dictature nazie reste très vive, la politique du cordon sanitaire est suffisamment forte pour qu'aucun candidat conservateur ne s'aventure à faire alliance avec l'AfD.

Mais il n'y a pas encore de consensus sur le fait de devoir considérer ou non

l'Alternative pour l'Allemagne comme un parti identique aux autres, et de discuter sereinement avec lui des problèmes d'immigration. « Sur ce point, nous sommes dans une phase d'apprentissage », concède Henrik Uterwedde, chercheur à l'Institut franco-allemand. Ce dernier reconnaît l'existence d'un « politiquement correct » dans le pays mais estime que « la démocratie allemande est suffisamment forte pour assumer ce genre de débats ». Maintenir l'ostracisme à l'égard de l'AfD, poursuit-il, reviendrait à alimenter le sentiment victimaire dont le parti se nourrit à l'est du pays.

Néanmoins, une partie de la presse allemande s'attache à accoler au parti l'épithète « d'extrême droite », qui suffit à le marquer au fer rouge en l'assimilant à un mouvement néonazi, et à attirer sur

lui l'attention des services de renseignement. D'où la polémique persistante qui entoure la participation, naguère, du candidat de l'AfD du Brandebourg, Andreas Kalbitz, à une marche ultra-nationaliste organisée à Athènes par le parti antisémite grec Aube dorée, en 2007. La révélation de ces liens, à la veille du scrutin, n'a pas empêché l'intéressé de voir son score bondir de dix points.

Politique à géométrie variable

Le parti lui-même, qui applique une politique à géométrie variable à l'égard de ses brebis extrêmes, n'a pas encore tranché la question de son positionnement : doit-il cultiver sa radicalité - à laquelle il doit une part de ses succès électoraux - ou gagner en respectabilité, comme fut la stratégie du FN avec Mari-

ne Le Pen ? Lundi, le porte-parole de l'AfD, Alexander Gauland, pourtant réputé comme tenant de la ligne dure, a invité la CDU à construire une « majorité citoyenne » en Saxe, proposition aussitôt rejetée par le parti conservateur.

« Nous pouvons nous passer d'un quart des électeurs » de l'AfD, a lancé sa présidente, Annegret Kramp-Karrenbauer qui se tournera vers le SPD et les Verts pour former une coalition régionale à Dresde, mais au risque d'attiser la frustration des électeurs nationalistes. Dans le Brandebourg, à défaut de prendre langue avec l'AfD, le vainqueur SPD, Dietmar Woidke, se fixe un « grand défi : aller vers les gens ». En clair, les ramener au bercail, mais, au-delà des formules, personne ne sait comment faire. ■

Le métro de Moscou aux enchères

Diverses reliques du métropolitain de la capitale russe, en pleine rénovation, ont été mises en vente.

ALAIN BARLUET @abarluet
CORRESPONDANT À MOSCOU

RUSSIE « Allez, les amis, n'hésitez pas à faire monter les enchères pour notre cher métro, c'est un événement exceptionnel aujourd'hui ! » la commissaire-priseur a des allures de présentatrice télé et la musique poussée dans les basses n'est pas en reste pour chauffer la salle. Plusieurs dizaines de passionnés, jeunes pour la plupart, étaient réunis le 30 août à la station Exposition pour une vente publique inédite d'objets provenant du métro de Moscou, essentiellement des enseignes lumineuses, en service entre 1996 et 2018.

« Sortie vers la ville » (Vikhod v gorad), « passage interdit » (Niet prokhoda), « Centre de secours » (Medpункт), autant d'enseignes caractéristiques, au style très graphique, qui sont familières aux quelque 9 millions de voyageurs empruntant chaque jour le métro de la capitale, l'un des plus fréquentés au monde, derrière ceux de Tokyo et de Séoul.

Les enchères, fixées initialement à une centaine d'euros pour chacun des 34 lots proposés, ont culminé à 51 000 roubles (730 euros) pour une enseigne lumineuse provenant d'une station du centre de Moscou (Okhotny Ryad) et indiquant notamment la direction vers le fameux théâtre du Bolchoï. « Ce quartier, c'est toute ma jeunesse et j'ai beaucoup d'amis qui dansent au Bolchoï », se réjouit Igor, l'heureux acquéreur. L'enseigne trônait bienôt dans son nouvel appartement. D'autres confient vouloir placer ces objets emblématiques dans leur bureau. « J'en ai acheté trois, pour 63 000 roubles (900 euros). C'est quasiment tout mon salaire du mois qui y est passé, mais tant pis », raconte Gueorguy, en confiant que le métro de sa ville l'avait toujours fait rêver.

« C'est la première vente aux enchères de ce type et l'expérience est très positive », se félicite Ioulia Temnikova, directrice adjointe du métro de Moscou chargée des relations avec la clientèle. L'hiver dernier, quelque 350 objets provenant du métro avaient été vendus directement, sans mise aux enchères,



L'hiver dernier, quelque 350 objets provenant du métro ont déjà été vendus dans les boutiques moscovites, sans mise aux enchères. TATYANA MAKEYEVA/REUTERS

trouvant facilement preneurs pour une valeur totale de deux millions de roubles (28 500 euros). « C'est très compréhensible, chacun de nous a un rapport au métro qui remonte à l'enfance », explique Vassili, lui-même employé du métro de Moscou.

Profonde modernisation

Cette offensive de communication intervient alors que le métropolitain moscovite cherche à relever le défi d'une profonde modernisation. La Coupe du monde de football, l'an dernier, a donné une forte impulsion. Le vaste chantier de rénovation entre dans une nouvelle phase à partir de cette année. Sur certaines lignes, des rames plus confortables et moins bruyantes circulent déjà. Près d'une dizaine de nouvelles stations doivent théoriquement ouvrir annuellement. Hormis parfois leurs vastes proportions, elles n'ont

plus rien à voir avec les stations historiques (Komsomolskaïa, Kievskia, Maïakovskaïa...), véritables cathédrales souterraines de style baroque stalinien, construites à la gloire du socialisme et à celle des « héros du peuple ».

En août 2018, l'ouverture de la station Sointsevo, au sud-ouest de la capitale, avec son design épuré et son ambiance lumineuse, a donné le ton. D'ici à 2025, plus d'une centaine de kilomètres de lignes supplémentaires (aériennes, notamment, une sorte de RER) et autant de nouvelles stations doivent ainsi être créées. Le plan vise à raccorder progressivement les lignes existantes et à mettre en place, en différentes étapes, une nouvelle boucle autour de Moscou, plus large que celle existant déjà (l'actuelle ligne 5). Des travaux pharaoniques, dont le maire de Moscou, Sergueï Sobianine, a fait l'une de ses priorités politiques, et qui sont estimés à 265 millions d'euros. ■

EN BREF

Afghanistan: un accord de paix « imminent »

L'accord de paix entre les talibans et les États-Unis, qui prévoit la réduction de la présence militaire américaine en échange du renforcement de mesures antiterroristes, est sur le point d'être finalisé, a annoncé lundi l'émissaire américain Zalmay Khalilzad. Ce retrait devrait intervenir d'ici à 135 jours. Peu après une rencontre entre l'émissaire américain et le président afghan Ashraf Ghani, un attentat revendiqué par les talibans a fait au moins cinq morts à Kaboul.

L'Inde prive 1,9 million de personnes de citoyenneté

Près de 2 millions d'Indiens de l'État d'Assam (Nord-Est) ont vu leur citoyenneté révoquée samedi après une vaste opération de recensement. Ces habitants, à majorité musulmane et devenus apatrides, risquent d'être déportés. Le Bangladesh a annoncé son refus de les accueillir.

Hongkong: les étudiants boycottent les cours

Des milliers d'étudiants hongkongais vêtus de noir ont entamé lundi une campagne de boycott de deux semaines afin de maintenir la pression sur le gouvernement, toujours loyal à Pékin.